

Mesdames, Messieurs,

Il y a quelques mois, M. Bettel a déclaré (je pense que je l'ai vu dans une transmission sur le site Internet de RTL) que dans une démocratie, il ne pourrait être question de forcer les citoyens à se faire vacciner. Est-ce que cela signifie que M. le Premier Ministre et son gouvernement ont la même vision d'un État de Droit que moi, que je ne devrai pas m'inquiéter, ne pas avoir peur? Ou est-ce que c'était juste une phrase comme tant d'autres, prononcée sans se rendre compte de son contenu fondamental, sans la considérer comme valable universellement, applicable à un moment donné, mais ne l'étant plus à un autre? Combien les gens peuvent-ils avoir confiance à ceux, qui nous gouvernent, combien pouvons-nous croire, ce qu'ils disent?

Lire les nouvelles, nationales comme internationales, fait perdre la confiance, perdre la croyance en un futur, qui vaudrait la peine d'être vécu. Marché de Noël (Noël!) entouré par une clôture et gardé par une demi-douzaine d'agents de sécurité, bien qu'en plein air et les clients y circulant plutôt que d'être assis à des tables, accessible uniquement à ceux, qui peuvent présenter un CovidCheck, donc refusé aux autres. Vaccination forcée des adultes et adolescents. Vaccination globale des 5 à 11 ans... Et puis, cette phrase, prononcée par un ministre d'un des États membres de l'UE (!) et qui a dû provoquer les pires cauchemars chez ceux, qui ont souffert, d'une manière ou d'une autre, sous le régime nazi: "Les Allemands seront "vaccinés, guéris ou morts" à la fin de l'hiver." Si M. Bettel est réellement convaincu de ce qu'il a dit et s'il est décidé à tout faire pour protéger les droits fondamentaux de ses concitoyens, le Grand-duché restera peut-être une démocratie. Au sein d'une union européenne, où tout me semble pouvoir devenir possible (si les parents acceptent aujourd'hui de faire vacciner leurs gosses, peut-être demain on pourrait aussi les convaincre qu'il y aurait nécessité d'implanter un chip aux nouveaux-nés...).

Et au cas contraire? Qu'est-ce qui arrivera à ceux, qui refuseront? Des amendes et, s'ils ne peuvent pas payer, la prison? Ou (pour raisons de manque de place et autres), créera-t-on des "camps" juste pour eux? Est-ce que les agents de police seront forcés de faire la chasse de ceux, qui n'ont pas de certificat de vaccination, d'employer la force s'ils ne les suivent pas de leur propre gré? Devrons-nous nous cacher, prendre la fuite, émigrer? Et ceux, qui nous offrent une cachette ou nous aident autrement, devront-ils craindre d'être poursuivis par les forces de l'ordre, eux-aussi?

On peut dire que ce que j'écris est exagéré, que je vois beaucoup trop noir, que le futur, que je prévois, est inimaginable au Luxembourg. Mais, est-ce que toutes ces choses, que nous vivons actuellement, n'étaient pas entièrement inimaginables, il y a juste quelques années? Le temps que je séjournais au Foyer Ulysse de la Caritas, j'ai appris ce que cela signifie d'être exposé à autrui sans avoir de possibilité de se défendre, être contrôlé et manipulé à la volonté des autres, être sans droits, devoir subir. Survivre. Sans avoir ni la possibilité, ni le droit de vivre. De vivre comme un être humain, dans sa dignité et bénéficiant des droits de base que nous garantit notre Constitution. J'ai peur! Et j'ai vécu trop d'expériences avec des gens, à qui j'ai cru pouvoir faire confiance et croire ce qu'ils disent, pour pouvoir voir un avenir. À moins que, cette fois-ci, c'est moi qui me trompe. Que la démocratie au Luxembourg n'est pas encore enterrée. Que nos petits-enfants ne devront pas revivre ce qu'ont vécu nos grand-parents.

Merci d'avance pour toute réponse.

Veillez accepter, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments les plus distingués.